

Par **Éric Mino**,

gérant et coordinateur de l'unité technique du SEMIDE (Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau)

et **Jean-François Donzier**,
directeur de l'Office International de l'Eau

PHOTOS CI-CONTRE :

Le système d'irrigation de Valence remonte au temps des Arabes. L'eau des huit canaux irrigue les 17 000 hectares de terres qui forment la huerta valencienne, où sont produits des agrumes, du riz, du raisin et des pêches.

(© UNESCO/José Jordán)

Vers une gestion intégrée

DES RESSOURCES EN EAU EN MÉDITERRANÉE

S i rien ne change, une majorité des pays du bassin méditerranéen connaîtra, en moins d'une génération, une véritable crise de l'eau douce continentale, dont la disponibilité, en quantité et qualité suffisantes, risque de devenir, comme c'est déjà le cas dans plusieurs d'entre eux, un enjeu majeur du développement économique et social.

L'eau est une ressource fragile, limitée et inégalement répartie

Le climat méditerranéen se caractérise par de longs mois de sécheresse et de très courtes périodes de pluie, souvent intenses, pouvant provoquer des inondations dévastatrices, dont l'essentiel du débit ne peut être stocké. Les effets du réchauffement climatique ne feront que renforcer ces tendances : des modèles prévoient une réduction de 25 % des précipitations estivales dans le bassin méditerranéen.

De plus, l'eau douce est très irrégulièrement répartie sur le territoire et sujette à de grandes fluctuations interannuelles. En Algérie, par exemple, 75 % des ressources renouvelables sont concentrées sur 6 % du territoire. Rapportées aux populations du bassin de la Méditerranée, les ressources en eau par tête sont révélatrices des niveaux de richesse ou de pauvreté en eau des pays. Elles vont d'une extrême pauvreté (moins de 100 m³/an à Gaza et à Malte) à la surabondance (plus de 10 000 m³/an en Albanie et l'ex-Yougoslavie).

Pour faire face à la demande et au manque de précipitations, les pays doivent souvent exploiter les ressources non renouvelables offertes par les grands aquifères souterrains fossiles, parfois transfrontaliers, dont la durée d'exploitation est nécessairement limitée. En Jordanie, par exemple, l'exploitation possible de ressources non renouvelables est estimée à 143 millions de m³/an pendant 50 ans ; elle devrait ainsi s'arrêter vers 2040.

Des pressions croissantes

Les études prospectives montrent que, dès 2010, les pénuries conjoncturelles pourraient être plus fréquentes et plus régionales du fait d'une demande trop importante par rapport aux précipitations.

D'ores et déjà, des conflits d'usage entre l'irrigation (environ 70 % de la consommation), le tourisme, les grandes villes et l'industrie (la consommation urbaine et industrielle pourrait encore augmenter d'un quart en volume d'ici à 2025) se posent dans de nombreuses situations.

Les pressions sur la ressource devraient s'intensifier du fait :

- D'une demande croissante et essentielle en eau potable liée au taux d'urbanisation qui dépasse souvent 50 % de la population totale et devrait atteindre d'ici vingt ou trente ans, la valeur «plafond» de 70 à 80 % que les pays du Nord auront bientôt atteint ;
- Des besoins du secteur touristique (de l'ordre de 500 à 800 l/jour/tête pour les séjours en hôtel de luxe) : avec 250 millions de touristes par an, la région méditerranéenne est la première destination touristique mondiale ;
- Du manque d'efficacité de l'usage de l'eau : en irrigation traditionnelle, les pertes par évaporation et infiltration s'élèvent à 70 % ; sur les réseaux d'eau potable, le taux des fuites est estimé à 50 % ;
- D'une augmentation sensible de la pollution des eaux de surfaces et souterraines, liée notamment au manque de systèmes de traitement des eaux usées.

Il faut faire vite, car il y a urgence et que les solutions possibles n'auront d'effet qu'à moyen et long termes. C'est donc tout de suite qu'il faut engager, à grande échelle, les réformes nécessaires, parfois drastiques, et les poursuivre avec opiniâtreté.

Les axes d'une nouvelle stratégie sur l'eau

Pour faire face à cette situation alarmante, il est nécessaire de développer et mettre en œuvre une vision globale à long terme des ressources et des usages en intégrant les facteurs socio-économiques directs et indirects. Il convient notamment de :

- Adapter la gestion de l'eau au changement climatique ;
- Rationaliser les usages de l'eau grâce à une gestion efficiente dans tous les secteurs et une meilleure valorisation ;
- Moderniser les institutions et le cadre législatif pour permettre une meilleure gouvernance,
- Rattraper le retard dans le domaine de l'assainissement ;
- Renforcer la formation professionnelle et initiale ;
- Faciliter l'accès à l'information et aux connaissances pour tous, vecteur de progrès socio-économique ;

Une stratégie de long terme pour l'eau en Méditerranée devrait être initiée par les ministres Euromed en charge de l'eau fin 2008. Elle repose sur le principe que la mise en œuvre des différentes actions, liées notamment à l'adaptation au changement climatique et aux besoins environnementaux dépasse les moyens d'un seul pays ou d'une seule organisation et nécessite une approche concertée et coordonnée et une coopération accrue.

En vue d'aider à la définition et au suivi d'une telle stratégie, le SEMIDE propose la création d'un système méditerranéen d'observation sur l'eau, basé sur des systèmes nationaux de données spécifiques, dont l'information sera rendue accessible et harmonisée par un outil régional dédié. Dans une optique de mise en œuvre, le CITET prône quant à lui la définition d'un plan directeur et la création d'un centre régional dédié.

Eric Mino et Jean-François Donzier